



Chronique commerciale américaine

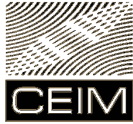
Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

CONTENU

Notre analyse	1
Politique commerciale américaine	
Traités bilatéraux sur l'investissement : réforme en profondeur?	2
Point de mire : Commerce dans les Amériques	
Le 6 ^e Sommet des Amériques : divisions ou maturité politique?	4
Entrée en vigueur de l'ALE avec la Colombie le 15 mai	7
Le Sommet nord-américain : de la sécurité au commerce	8
Études économiques et articles connexes	9

Résumé analytique: La révision du texte-cadre des traités bilatéraux américains sur l'investissement (TBI) aura finalement pris trois ans plutôt que 12 mois comme le prévoyaient les plus optimistes. Trois années au cours desquelles l'Administration Obama, qui joue à l'équilibriste entre les mouvements progressistes qui l'ont porté au pouvoir et l'industrie, alliée indispensable pour quiconque souhaite rester à la Maison-Blanche, a cherché à concilier l'irréconciliable : un texte qui permettrait à la fois un meilleur respect des normes du travail et de l'environnement et une meilleure protection des droits des investisseurs à l'étranger. Cette révision est à l'image de la politique commerciale de l'Administration Obama. Elle s'inscrit dans la continuité des Administrations Clinton et Bush mais va plus loin que le compromis de mai 2007 en matière de protection des travailleurs et de l'environnement, et ce tout en améliorant les conditions de concurrence en introduisant des dispositions spécifiques pour les sociétés d'État et les prescriptions technologiques, deux sujets particulièrement litigieux dans les relations commerciales entre les États-Unis et leurs partenaires d'Asie.

Trois rencontres internationales ont eu lieu dans les Amériques au cours du mois d'avril : le Sommet des Amériques, le Sommet nord-américain et la réunion des ministres du Commerce du G20. Si ces rencontres ont donné lieu aux habituelles condamnations depuis la crise des politiques protectionnistes, elles ont aussi mis en évidence les lignes de division politiques entre les États-Unis et les États d'Amérique latine et le bilatéralisme grandissant entre les États-Unis et ses deux partenaires de l'ALENA,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Politique commerciale américaine

Traités bilatéraux sur l'investissement : réforme en profondeur?

L'Administration Obama a dévoilé en avril son nouveau texte-cadre des traités bilatéraux sur l'investissement (TBI). Rappelons que les États-Unis avaient suspendu toutes leurs négociations de TBI en février 2009 pour entamer une révision du texte-cadre afin de l'arrimer aux nouveaux objectifs commerciaux de la Maison-Blanche. De nombreux élus démocrates et groupes de pression de la société civile étaient très critiques de l'ancien modèle adopté en 2004 par l'Administration Bush. Ils jugeaient que ses dispositions encourageaient la délocalisation

« La version 2012 du texte-cadre de traité bilatéral sur l'investissement permettra d'atteindre de nombreux objectifs importants de l'Administration Obama et d'assurer que les entreprises américaines pourront bénéficier de conditions de concurrence équitables sur les marchés étrangers, que des mécanismes efficaces contraindront nos partenaires à respecter leurs engagements internationaux, tout en promouvant la bonne gouvernance et en protégeant l'environnement et les travailleurs. »

– Communiqué de presse conjoint de l'USTR et du département d'État, 20 avril 2012.

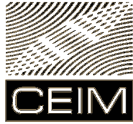
leurs lois. L'ancien texte stipulait seulement qu'ils devaient tenter d'appliquer leurs propres lois. Ces deux dispositions sont importantes parce que de nombreux États émergents ou en développement offrent de bonnes protections aux travailleurs sur papier, mais ne les appliquent pas dans les faits. Troisièmement, les signataires devront reconnaître la déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du travail. Les cinq principes contenus dans la déclaration sont le droit d'association, le droit de négociation collective, l'élimination du travail des enfants, du travail forcé et de la discrimination en matière d'emploi. Quatrièmement, les procédures de consultation en cas de non-respect des dispositions du TBI sont plus contraignantes. Le nouveau texte stipule qu'une partie sera obligée de répondre à l'intérieur d'un délai de 30 jours à toute demande de consultation en cas de litige. Aucune obligation du genre ne liait les parties auparavant, ce qui limitait grandement la portée de ces clauses.

Trois modifications ont été apportées aux dispositions relatives aux sociétés d'État et aux prescriptions technologiques. Ces changements surviennent en réaction aux politiques chinoises d'innovations indigènes¹, mais ils visent aussi à contenir les contraintes réglementaires qui

d'entreprises ainsi que l'arbitrage règlementaire en matière de normes environnementales ou de normes du travail. L'Administration Obama a tenté de répondre à ces griefs en apportant des modifications à trois chapitres du texte qui portent sur les normes environnementales et les normes du travail, les sociétés d'État et la transparence.

Quatre modifications ont été apportées aux chapitres sur l'environnement et le travail. Premièrement, le texte stipule maintenant que les gouvernements ne pourront plus déroger à leurs propres lois afin d'attirer ou de retenir des entreprises sur leur territoire. Deuxièmement, les signataires devront s'assurer d'appliquer

¹ Pour plus de détails sur les politiques chinoises de transfert technologique, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 3 du 27 janvier 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6324



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

favorisent les entreprises locales aux dépens des entreprises étrangères. Premièrement, la définition de société d'État a été précisée de façon à englober toute entreprise qui entretient des liens politiques avec l'État, même dans le cadre de liens officieux. Cela doit permettre d'identifier plus facilement les entreprises qui jouissent du support financier de l'État et profitent de conditions de concurrence déloyale. Deuxièmement, le texte stipule que les parties s'engagent à rendre publiques les procédures de qualification des normes techniques de façon à éviter qu'elles ne favorisent indument les producteurs nationaux. Troisièmement, le texte interdit la discrimination technologique. Un gouvernement ne pourra proposer des offres publiques d'achat qui favorisent un fabricant national ; il ne pourra non plus exiger de transferts technologiques.

Le chapitre sur la transparence a été profondément rénové. Il prévoit notamment que les parties à l'accord devront dorénavant se rencontrer sur une base régulière afin de discuter de leurs cadres normatifs respectifs en matière d'investissement. Chaque partie devra aussi informer l'autre partie à l'accord ainsi que les parties privées intéressées, des projets de loi affectant la réglementation nationale en matière d'investissement et répondre aux questions et commentaires qui lui seront adressés.

Le nouveau texte-cadre des TBI a été reçu froidement tant par les syndicats et les groupes de la société civile que par les groupes de défense des intérêts des entreprises. Les premiers relèvent que les investisseurs jouissent toujours d'une protection étendue de leurs droits, alors que les violations des droits du travail ou des normes environnementales ne peuvent être contestées avec force. Deux poids, deux mesures? En effet, bien que les procédures de consultation aient été améliorées, il n'est toujours pas possible d'exiger réparation en cas de violation de ces droits. À l'inverse, il existe plusieurs cas flagrants où des entreprises étrangères ont eu recours aux tribunaux internationaux pour infirmer des décisions politiques en matière de santé publique ou d'environnement qui affectaient leurs intérêts.²

« Contrairement aux promesses du candidat Obama, le nouveau texte-cadre de traité bilatéral sur l'investissement (TBI) de l'Administration Obama est identique dans ses aspects fondamentaux au précédent texte-cadre des TBI et aux chapitres sur l'investissement des accords de libre-échange américains. »

– Lori Wallach. communiqué de presse de Public Citizen. 20 avril 2012.

Les entreprises, au contraire, s'inquiètent des répercussions du nouveau langage des chapitres sur l'environnement et le travail. Elles craignent que les nouvelles dispositions ne soient un obstacle à la signature de traités avec les principaux pays émergents comme l'Inde ou la Chine, avec qui les États-Unis étaient en négociation lorsque la révision du texte-cadre avait été amorcée. Ils ont cependant applaudi l'inclusion de précisions quant aux rôles des sociétés d'État et à l'imposition de contraintes technologiques. De nombreux cas de transferts de technologie forcés ou de prescriptions de production sur place avaient été relevés par les entreprises étrangères opérant en Chine.

Ces modifications au texte-cadre de TBI sont cohérentes avec l'approche adoptée par l'Administration Obama dans les négociations sur le Partenariat Transpacifique. Rappelons que

² Voir à titre d'exemple le cas de Phillip Morris contre l'Australie, traité en détail dans la Chronique commerciale américaine vol. 5, no 2, de février 2012, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7416



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

les États-Unis ont à leur actif quelque 40 TBI et que plus de 3 000 sont en vigueur en ce moment à l'échelle du globe.

Pour consulter le texte-cadre révisé de traité bilatéral sur les investissements, voir :

<http://www.ustr.gov/sites/default/files/BIT%20text%20for%20ACIEP%20Meeting.pdf>

Pour consulter le communiqué de presse émis conjointement par l'USTR et le département d'État, voir :

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/april/united-states-concludes-review-model-bilateral-inves>

Pour consulter la fiche d'information publiée par l'USTR qui résume les principales modifications apportées au texte-cadre, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/fact-sheets/2012/april/model-bilateral-investment-treaty>

Sources : Doug Palmer, « US resolves 3-yr debate on investment treaty terms », *Reuters*, 20 avril 2012, en ligne :

<http://www.reuters.com/article/2012/04/20/usa-investment-treaties-idUSL2E8FK7GZ20120420> ; « Labor,

Environmental Provisions In Model BIT Spark Divergent Reactions », *Inside US Trade*, vol. 30, no 17, 27 avril 2012 ;

« Revised Model BIT Contains New Language On SOEs, Technology Transfer », *Inside US Trade*, vol. 30, no 17, 27 avril

2012 ; Todd Tucker, « Announcement of Flawed 2012 Model BIT Shows Agenda Motivating Obama TPP Talks », *Eyes on*

Trade, 20 avril 2012, en ligne : <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2012/04/announcement-of-flawed-investment-rules-show-agenda-motivating-obama-trade-talks.html>

Point de mire : Commerce dans les Amériques

Le 6^e Sommet des Amériques : divisions ou maturité politique?

Le 6^e Sommet des Amériques a réuni 34 chefs d'État et de gouvernement. Il se tenait à Cartagena, en Colombie, les 14 et 15 avril derniers. Cette rencontre orchestrée par l'Organisation des États américains et qui a lieu tous les 3 ou 4 ans depuis 1994 est devenue davantage un forum de discussions informelles qu'une enceinte décisionnelle. Surtout depuis la mise au rencart des négociations sur le projet de zone de libre-échange hémisphérique. Les engagements pris lors des sommets font rarement l'objet de suivi. Les sujets à l'ordre du jour se limitent généralement à des éléments consensuels : lutte contre la pauvreté, développement, santé, sécurité, commerce, environnement. Le sommet de cette année a cependant été marqué par de nombreuses divisions.

« [Dans les Amériques] des millions de personnes ont rejoint les rangs de la classe moyenne, créant de nouveaux marchés et des emplois pour nous tous. Mais trop doivent encore endurer les injustices que sont l'indigence et la discrimination et nous estimons que le commerce hémisphérique n'atteint que la moitié de son potentiel. »

– Barack Obama, discours prononcé à l'ouverture du 6^e Sommet des Amériques, 14 avril 2012.

Fait remarquable, les participants n'ont pu s'entendre sur une déclaration de clôture. Les États-Unis et le Canada se sont fermement opposés à l'inclusion de Cuba dans les sommets à venir comme le réclamaient en bloc les pays sud-américains. Le président Obama, en pleine campagne électorale, a opposé une fin de non-recevoir aux questions sensibles touchant Cuba et la décriminalisation de la production de narcotiques. Les analystes les plus optimistes parlent de maturité politique de la part des pays latino-américains qui n'hésitent plus à imposer leur propre programme politique lors de ces rencontres, mais les plus pessimistes n'hésitent pas à annoncer la fin prochaine de sommets qui n'ont plus la même utilité qu'à l'époque des négociations commerciales hémisphériques.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Les États-Unis y ont malgré tout été actifs. Le président Obama a profité de l'occasion pour annoncer l'entrée en vigueur de l'ALE avec la Colombie et s'entretenir directement avec les présidentes du Brésil et de l'Argentine. En marge du sommet, il a aussi annoncé la création de deux nouveaux programmes, le *Small Business Network of the Americas* et le *WE America Initiative*, qui doivent faciliter, respectivement, l'accès aux marchés américains pour les petites et moyennes entreprises et l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs.

Le Brésil s'affirme de plus en plus comme puissance régionale et est très critique de la politique monétaire expansionniste de la Réserve fédérale. Ses griefs ont trouvé un écho lors du sommet auprès de nombreux pays latino-américains qui voient aussi leur monnaie s'apprécier face au dollar depuis la crise. Ils se retrouvent coincés entre les politiques expansionnistes des banques centrales occidentales et le maintien de l'ancrage du yuan chinois au dollar. La présidente du Brésil, Dilma Rousseff, n'hésite pas à parler de guerre des monnaies alors que son pays subit le contrecoup d'une vague d'inflation jumelée à une forte appréciation du real qui mine son tissu industriel, les entreprises transférant leurs usines manufacturières à l'étranger. Devant cette vague de délocalisations, la présidente Rousseff défend le droit des pays latino-américains de se défendre, ce qui fait craindre la montée des mesures protectionnistes dans la région. Le Brésil a reconduit en mars une taxe sur le capital dans l'espoir de limiter les flux de capitaux spéculatifs qui affluent au pays. Le président Obama a évité de condamner ouvertement les mesures prises par le Brésil, préférant souligner l'importance croissante des rapports commerciaux entre la grande économie émergente du Cône sud et les États-Unis. Ces derniers n'ont pas grand-chose à gagner d'un affrontement avec le Brésil. Le géant sud-américain est un grand marché en pleine croissance où le potentiel de croissance des exportations américaines reste fort. De surcroît, le commerce entre les deux grands pays américains est sous-développé.³ Et comme le Brésil se montre aussi très critique à l'égard des politiques commerciales chinoises, l'Administration Obama cherche plutôt à apaiser les tensions qu'à jeter de l'huile sur le feu.

Les politiques argentines, par contre, continuent de susciter critique et inquiétude à Washington. Rappelons que le pays a vu son nom retiré à la fin mars de la liste des pays bénéficiant d'un accès privilégié au marché américain dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) à cause de ses politiques de substitution aux importations et de son contentieux financier avec deux entreprises américaines.⁴ Une rencontre a été organisée en marge du sommet, ce qui a permis au président Obama de faire part directement de ses griefs à la présidente Cristina Kirchner. Cette dernière, qui jouit d'un important appui populaire, continue cependant d'aller de l'avant avec son programme économique nationaliste. L'Argentine a annoncé le 16 avril dernier son intention de nationaliser la pétrolière espagnole Repsol YPF, ce qui a soulevé l'ire du gouvernement espagnol, de la Communauté européenne et du Mexique. Ces derniers étudient maintenant la possibilité de déposer une plainte contre l'Argentine devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC.

Malgré ces différends, le commerce régional dans les Amériques est en pleine expansion. Les exportations des États-Unis vers l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale ont connu une forte croissance depuis la crise. Les exportations de marchandises ont crû de 27 % en 2010, pour s'élever à 137 milliards de \$ ÉU. Elles ont crû de 22 % en 2011, pour totaliser près de 168 milliards

³ Pour une analyse des relations commerciales entre les États-Unis et le Brésil, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 12, du 30 mars 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6579

⁴ Pour plus de détails sur la décision des États-Unis de suspendre l'Argentine du SGP, voir la Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 4, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7498



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

de \$ ÉU. Il serait cependant étonnant que la croissance des exportations américaine se maintienne à ces niveaux historiques. Les prévisions de croissance du PIB pour l'Amérique latine en 2012 sont estimées à 3,7 % et l'OMC a annoncé dans un rapport publié en avril qu'elle s'attendait à un important ralentissement de la croissance du commerce pour cette année. La croissance des importations en Amérique latine, qui avait atteint 23 % en 2010 et 11,3 % en 2011, ne devrait s'élever qu'à 5,1 % en 2012. Malgré tout, l'Amérique latine est l'une des rares régions où les États-Unis entretiennent des surplus commerciaux. Au niveau des flux d'investissements directs, les entreprises américaines ont investi plus de 50 milliards de \$ ÉU en 2010 dans la région, pour totaliser près de 725 milliards de \$ ÉU.

Exportations de marchandises des États-Unis vers les Amériques (en milliards de \$ ÉU)			
	Amériques	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale
2001	322,6	265,0	57,6
2002	309,6	258,7	50,9
2003	319,1	267,7	51,4
2004	361,7	301,0	60,7
2005	404,1	332,6	71,5
2006	452,3	364,9	87,4
2007	490,8	385,4	105,4
2008	548,1	413,2	134,9
2009	442,3	334,3	108,0
2010	550,3	413,2	137,1
2011	646,2	478,3	167,9

Source: Bureau of Economic Advisor

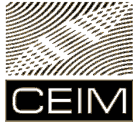
Prévision de l'évolution du commerce en Amériques latine et dans les Caraïbes (pourcentage par rapport à l'année précédente)						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produit intérieur brut, prix constant	-1,6	6,2	4,5	3,7	4,1	4,1
Importations de marchandises	-17,9	23,0	11,4	5,1	5,9	5,9
Exportations de marchandises	-8,2	8,9	4,3	4,5	5,8	6,7

Source: FMI, World Economic Outlook, avril 2012

Pour consulter le discours de BarackObama lors de l'ouverture du Sommet des Amériques, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/14/remarks-president-barack-obama-prepared-delivery-summit-americas-opening>

Pour consulter les fiches d'information publiées par la Maison-Blanche à l'occasion du Sommet des Amériques, voir : Fact Sheet: Summit of the Americas: Connecting the Americas : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/14/fact-sheet-summit-americas-connecting-americas>

Fact Sheet: The U.S. Economic Relationship with the Western Hemisphere : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/13/fact-sheet-us-economic-relationship-western-hemisphere>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Sources : Stephen Johnson et al., *Sixth Summit of the Americas - A Primer*, Center for Strategic and International Studies, 6 avril 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/sixth-summit-americas-primer> ; Jackie Calmes, « Trade, Energy and Drugs Are Topics for Obama at Summit of the Americas », *New York Times*, 12 avril 2012, en ligne : <http://www.nytimes.com/2012/04/13/world/americas/trade-energy-and-drugs-topics-for-obama-in-latin-america.html> ; OMC, « Trade growth to slow in 2012 after strong deceleration in 2011 », *Press Release*, 12 avril 2012, en ligne : http://www.wto.org/english/news_e/pres12_e/pr658_e.htm ; Luciana Magalhaes, « Brazil's Criticism Of Weak Dollar Garners Support At Summit », *Wall Street Journal*, 15 avril 2012, en ligne : <http://online.wsj.com/article/BT-CO-20120415-713284.html> ; ICTSD, « Brazilian President Cites Currency Concerns in White House Visit », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 16, no 14, 11 avril 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/130800/>

Entrée en vigueur de l'ALE avec la Colombie le 15 mai

Le président Obama a profité de sa visite en Colombie pour annoncer que l'Accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et la Colombie, signé en 2007 mais ratifié par le Congrès seulement en novembre 2011, entrera en vigueur le 15 mai 2012. L'entrée en vigueur de l'ALE était conditionnelle à la ratification par la Colombie de trois traités internationaux sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) ainsi qu'à la mise en œuvre de la feuille de route pour la réforme des droits du travail.⁵

En raison de procédures judiciaires, la Colombie n'a toujours pas ratifié les trois traités sur les DPI mais a l'intention de le faire d'ici 2013. Une entente est intervenue qui permettra aux États-Unis d'imposer des sanctions commerciales advenant des retards supplémentaires. Ces traités sont le Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et la Convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite 1974.

Concernant les droits du travail, bien que toutes les réformes contenues dans la feuille de route n'aient pas été mises en œuvre, le président Obama a jugé les progrès accomplis suffisants. Une fiche d'information publiée par le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) fait le point sur les réformes mises en œuvre par la Colombie. Ces réformes n'ont cependant pas convaincu les syndicats et les représentants démocrates les plus critiques de l'ALE. Ils craignent un essoufflement des réformes maintenant que les États-Unis ne possèdent plus de levier pour contraindre politiquement le gouvernement colombien à agir. Rappelons que la feuille de route négociée en avril 2011 avait permis de rallier les appuis nécessaires à la ratification de l'ALE.

Pour consulter l'annonce par la Maison-Blanche de l'entrée en vigueur de l'ALE entre les États-Unis et la Colombie, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/15/fact-sheet-united-states-and-colombia>

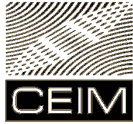
Pour consulter la fiche d'information publiée par l'USTR sur les réformes mises en œuvre dans le cadre de la feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/fact-sheets/2012/april/historic-progress-labor-rights-colombia>

Pour consulter la feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie, voir : http://www.ustr.gov/webfm_send/2787

Pour consulter la réaction du représentant Sander Levin (D-MI) à l'annonce de l'entrée en vigueur de l'ALE, voir : <http://democrats.waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=12103>

Sources : « U.S.-Colombia Deal On IPR Treaties Paves Way For FTA Implementation », *Inside US Trade*, vol. 30, no 16, 20 avril 2012

⁵ Pour tous les détails concernant les débats entourant la mise en place de la feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 14, du 12 avril 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6611



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Le Sommet nord-américain : de la sécurité au commerce

Le 6^e Sommet nord-américain a eu lieu à Washington le 2 avril. Les présidents Felipe Calderon du Mexique et Barack Obama des États-Unis et le premier Ministre Stephen Harper du Canada y participaient. Lancés par le président Georges W. Bush en 2005, ces sommets devaient permettre aux trois pays nord-américains d'harmoniser leurs politiques de sécurité. Depuis l'entrée en fonction de l'Administration Obama, les questions commerciales y prennent cependant de plus en plus de place. En fait, le sommet nord-américain est devenu la tribune privilégiée pour négocier l'harmonisation réglementaire entre les trois pays, notamment ce qui touche aux procédures douanières, aux réseaux de transport et à toutes les procédures administratives qui entravent la circulation des biens.

De toute évidence, le Sommet des leaders nord-américains répond avant tout à la vision multilatéraliste des États-Unis. Le Canada et le Mexique n'accordent que très peu d'intérêt à leur propre relation bilatérale. Le désintérêt du Canada est particulièrement évident : il devait organiser le dernier sommet en 2010, mais ne l'a tout simplement pas fait. Les États-Unis ont repris l'initiative en 2011-2012. La création de deux tables de négociation sur la cohésion réglementaire distinctes, entre d'une part les États-Unis et le Mexique et d'autre part les États-Unis et le Canada, illustre à quel point, malgré l'ALENA, les relations nord-américaines sont bilatérales et polarisées sur les États-Unis. Le président du Mexique et le premier ministre du Canada n'ont évidemment pas manqué de rappeler à Barack Obama leur intérêt à se joindre au TPP, ce à quoi ce dernier s'est bien gardé de répondre par l'affirmative. Le Mexique a déjà annoncé qu'il se plierait aux exigences de Washington et qu'il modifierait ses politiques en matière de droits de propriété intellectuelle afin de joindre les négociations le plus tôt possible. Le Canada ne s'est pas engagé à revoir ses politiques de gestion de l'offre, principal irritant à sa participation aux négociations, mais a plutôt réitéré son ouverture à des concessions s'il était invité à se joindre au TPP.

« [...] nous nous engageons à appliquer des mesures réglementaires qui permettront à la fois d'assurer l'innovation et la croissance, tout en assurant un niveau élevé de protection de la santé publique, de sécurité et de protection de l'environnement. »

– Déclaration de clôture du sommet des leaders nord-américains, 2 avril 2012

Pour consulter la déclaration officielle de clôture du Sommet des leaders nord-américains, voir :

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/02/joint-statement-north-american-leaders>

Sources : Mark Kennedy, « Free trade tops list at North American leaders' summit », *National Post*, 3 avril 2012, en ligne : <http://news.nationalpost.com/2012/04/03/free-trade-tops-list-at-north-american-leaders-summit/> ; Christopher Sands, « The Three Amigos: The Sequel », *Huffington Post*, 2 avril 2012, en ligne : http://www.huffingtonpost.ca/christopher-sands/north-american-leaders-summit_b_1394735.html ; Stephen Johnson, « The Other Americas Summit that Matters », *Center for Strategic and International Studies*, 30 mars 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/other-americas-summit-matters>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Dani Rodrick, « Free-TradeBlinders », *Project Syndicate*, 9 mars 2012, en ligne :

<http://www.project-syndicate.org/commentary/free-trade-blinders>

Heidi Shierholz, « Weaker jobs report is a reminder that we're still on a rocky road », *Economic Policy Institute*, 6 avril 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/2012-04-jobs-picture/>

Allie E. Bagnall and Edwin M. Truman, « The Dollar's Decline as a Reserve Currency and the Emerging Multicurrency System », *Peterson Institute for International Economic*, 12 avril 2012, en ligne : <http://www.piie.com/realtime/?p=2805>

« In three years the 'Obama magic' has turned irrelevant for most Latam leaders », *Mercopress*, 13 avril 2012, en ligne : <http://en.mercopress.com/2012/04/13/in-three-years-the-obama-magic-has-turned-irrelevant-for-most-latam-leaders>

Johannes F. Linn, « Charting a New Course for the World Bank: Three Options for its New President », *Brookings Institution*, 17 avril 2012, en ligne :

http://www.brookings.edu/opinions/2012/0415_world_bank_president_linn.aspx

« Does Kim Signal World Bank Changes? », *Council on Foreign Relations*, 18 avril 2012, en ligne :

<http://www.cfr.org/world-bank/does-kim-signal-world-bank-changes/p27994>

Mark Muro, Letha Tawny et Alex Trembeth, « Beyond Boom and Bust: Getting Clean Energy Policy Right », *Brookings Institution*, 18 avril 2012, en ligne :

http://www.brookings.edu/opinions/2012/0418_clean_energy_reform.aspx

Doug Palmer and Susan Cornwell, « Russian envoy warns on U.S. human rights bill », *Reuters*, 23 avril 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/04/23/us-usa-russia-trade-idUSBRE83M1ED20120423>

Kavaljit Singh, « Treaties that gave away the store », *The Hindu*, 27 avril 2012, en ligne :

<http://www.thehindu.com/opinion/lead/article3357429.ece>

Doug Palmer, « U.S., Japan still mulling regional trade pact: Obama », *Reuters*, 30 avril 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/04/30/us-usa-japan-trade-idUSBRE83T1B320120430>

Doug Palmer, « India, Russia, China on copyright pirates list: USTR », *Reuters*, 1^{er} mai 2012, en ligne : <http://in.reuters.com/article/2012/05/01/usa-trade-intellectualproperty-idINDEE83T0G520120501>

Cass Sunstein, « Reducing Red Tape: Regulatory Reform Goes International », *Office of the Management of the Budget Blog*, 1^{er} mai 2012, en ligne :



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

<http://www.whitehouse.gov/blog/2012/05/01/reducing-red-tape-regulatory-reform-goes-international>

Études économiques et commerciales :

Emma Aguila et al., *United States and Mexico : Ties That Bind, Issues That Divide*, Rand Corporation, 2012, en ligne : <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG985-1.html>

Economic and Statistic Administration et U.S. Patent and Trademark Office, *Intellectual Property and the US Economy: Industries in Focus*, U.S. Department of Commerce, mars 2012, en ligne : http://www.uspto.gov/news/publications/IP_Report_March_2012.pdf

Michael Greenstone et Adam Looney, *Paying Too Much for Energy? The True Costs of Our Energy Choices*, Brookings Institution, avril 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/papers/2012/04_energy_greenstone_looney.aspx

Julia F. Lowell et al., *The United States, Japan, and Free Trade : Moving in the Same Direction?*, Rand Corporation, avril 2012, en ligne : http://www.rand.org/pubs/occasional_papers/OP363.html

Kenneth G. Lieberthal et Wang Jisi, *Addressing U.S.-China Strategic Distrust*, Brookings Institute, 30 mars 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/papers/2012/0330_us_china_lieberthal.aspx

Global Engagement, U.S. Food and Drug Administration, avril 2012, en ligne : <http://www.fda.gov/downloads/AboutFDA/ReportsManualsForms/Reports/UCM298578.pdf>

William R. Cline, *Projecting China's Current Account Surplus*, Peterson Institute for International Economic Policy Brief 12-7, avril 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2090>

Tomas Hellebrandt, Adam S. Posen et Marilyn Tolle, *Does Monetary Cooperation or Confrontation Lead to Successful Fiscal Consolidation?*, Peterson Institute for International Economic Policy Brief 12-8, avril 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2094>

Gary Clyde Hufbauer et Sean Lowry, *US Tire Tariffs: Saving Few Jobs at High Cost*, Peterson Institute for International Economic Policy Brief 12-9, avril 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2095>

Eduardo Levy-Yeyati et al., *Latin America Economic Perspectives - All Together Now: The Challenge of Regional Integration*, Brookings Institution, avril 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/reports/2012/04_latin_america_perspectives.aspx

Uri Dadus et Zaahira Wyne, *Europe in the Eye of the Storm*, Carnegie Endowment for International Peace, 5 avril 2012, en ligne : <http://carnegieendowment.org/ieb/2012/04/05/euro-crisis-still-in-eye-of-storm/a6oy>

Just Jobs Network, *International Job Creation Policy Menu*, Center for American Progress, 5 avril 2012, en ligne : http://www.americanprogress.org/issues/2012/04/job_creation_menu.html



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 5, mai 2012

Heidi Shierholz, « Weaker jobs report is a reminder that we're still on a rocky road », Economic Policy Institute, 6 avril 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/2012-04-jobs-picture/>

Gus Van Harten, « Pro-Investor or Pro-State Bias in Investment-Treaty Arbitration? Forthcoming Study Gives Cause for Concern », *Investment Treaty News*, vol 2, no 3, International Institute for Sustainable Development, avril 2012, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2012/04/13/pro-investor-or-pro-state-bias-in-investment-treaty-arbitration-forthcoming-study-gives-cause-for-concern/>

Remaking the Relationship: The United States and Latin America, Inter-American Dialogue, 11 avril 2012, en ligne : <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2925>

Josh Bivens, *Public investment : The next 'new thing' for powering economic growth*, Economic Policy Institute, 18 avril 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/bp338-public-investments/>

Building on Success: America's Trade Policy After the 2011 Trade Agreements, Center for Strategic and International Studies, 26 avril 2012, en ligne : <http://csis.org/event/building-success-americas-trade-policy-after-2011-trade-agreements>

USTR, *Special 301 Report on Intellectual Property Rights 2012*, United States Trade Representative Office, 30 avril 2012, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/april/ustr-releases-annual-special-301-report-intellectual>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278